

BANQUET SOCIAL

Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Pas de bavards à la Constituante. — Profession de foi des maréchaux-ferrants de Lyon. — XII^e arrondissement. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Faits divers. — Situation de la Banque. — Annonces.

Paris, 15 avril.

Pas de bavards à la Constituante.

Non, non, pas de bavards ! Ces hommes au langage torrentiel dont la voix s'écoule en phrases incessantes sans se préoccuper de les nourrir de des idées, ne sont pas seulement inutiles mais dangereux. Ils sont inutiles d'abord. En effet, à quoi servent les belles circonlocutions, orbes de tropes et de figures ciselées de rhétorique, héssées de pédantisme ? A rien. Elles étourdissent le vulgaire par leur sonorité mesurée. Harmonies creuses, les retentissent vaguement et frappent l'oreille d'un murmure indécis. Les ignorants s'y laissent prendre, habiles qu'ils sont à distinguer l'or véritable du clinquant ; mais le devoir de ceux que l'éducation met en garde contre l'inanité des beaux discours est de prémunir l'ignorance contre un danger qu'elle ne soupçonne pas. A une République enfantée par une idée vraie comme l'est la nôtre, par la détestation du principe monarchique, il faut des idées et non des mots. Les mots ne lui serviraient à rien. Les idées la consolideront. Les mots forment un édifice mensonger qui s'écroule au premier souffle de vent, comme un château de cartes. Les idées servent à construire des murs solides que l'on ne peut renverser. Or, les bavards ne sont jamais des hommes d'idées. Ce qui nous ramène à répéter ce que nous avons déjà dit : Pas de bavards à la Constituante ! Evitons d'y nommer des avocats ; ils sont presque tous phraseurs, mais rarement des penseurs. Les avocats ont montré ce qu'ils valaient sous le régime déchu. A de rares exceptions, ils ont toujours emouillé les affaires du pays, qui leur demandait vainement des lumières. Les Odilon Barrot ont fait leur temps... La République érite et veut d'autres hommes. Nous espérons que les élections réaliseront nos vœux ! Nous préférons voir à la Constituante des hommes au langage inculte, qui disent franchement et sans style des vérités utiles, que des orateurs pompeux qui débitent omphalement des phrases vides. Electeurs, songez-y bien ! donnez-nous des penseurs, prenez garde de nous envoyer des bavards !

GEORGES OLIVIER.

Manifeste des ouvriers maréchaux de Lyon.

Nous publions une admirable circulaire écrite en commun par les ouvriers maréchaux-ferrants de Lyon. La son la plus judicieuse a dicté cette profession de foi et un sentiment profond fait vibrer toutes les lignes. Honneur aux nobles travailleurs qui comprennent si intimement la République, et qui savent si bien exprimer qu'ils comprennent. L'amour le plus vrai de la Patrie, la foi religieuse, l'unité politique et sociale rendent cette circulaire véritablement sublime. Ceux qui ont pensé, résumé, publié ce manifeste éminent méritent de représenter le peuple à l'Assemblée constituante. Nous espérons voir plusieurs des noms à la signent sortir victorieusement de l'urne au jour des suffrages. Nous, ouvriers compagnons maréchaux, un moment enivrés par l'ère nouvelle, cédant à l'entraînement général, peu habitués après avoir été si souvent trompés, nous nous sommes joints à nos frères les travailleurs pour faire grève, afin d'obtenir une augmentation de salaire, bien méritée pour nous par le savoir, l'intelligence et l'assiduité qu'exige le service que nous rendons à la société, par la rudesse

excessive des travaux de notre art autant que par les dangers auxquels ils nous exposent.

Mieux éclairés, plus rassurés par la voie dans laquelle est entré le Gouvernement, nous retournons spontanément à nos travaux journaliers, fiers d'être les enfants d'un pays qui tient vis-à-vis de l'étranger un langage aussi noble, aussi franc et aussi digne que celui exprimé par le manifeste de notre ministre des affaires étrangères. Non, un pareil gouvernement ne peut pas faillir à l'humanité. Effrayés nous-mêmes des embarras sans nombre que doit rencontrer l'établissement d'une République basée sur des principes de justice et de fraternité, nous ne les augmenterons pas par un sot amour-propre.

Nous supplions tous nos frères des autres corps d'état de nous imiter. Unissons-nous tous pour prouver que, si l'instruction nous manque encore, le bon sens nous guidera vers l'ordre, seule planche de salut pour notre pays, que nous aimons avant nous. Patience donc, frères ! patience ! Ce n'est pas la rudesse de nos travaux qui nous effraie, ce ne sont pas les dangers non plus ; nos vies comme nos bras et nos sueurs appartiennent à la France, qui semble luire aujourd'hui d'une clarté nouvelle pour le salut des peuples. Elle fait justice en nous rendant nos droits politiques, source de toute amélioration raisonnable. Lui serons-nous moins dévoués que quand elle nous traitait comme des enfants déshérités ? Nous nous unirons pour qu'elle jouisse du calme qu'elle réclame dans notre intérêt comme dans celui du monde entier.

Ce que nous demandons, au nom de tous les travailleurs, ce n'est point la fortune des riches, ce n'est point l'oisiveté improductive pour le pays, c'est de jouir de la juste considération due aux travailleurs qui produisent la richesse de nations.

Ce que nous demandons, c'est que les impôts pèsent principalement sur ceux qui ont le superflu, et non sur nous, qui avons à peine le nécessaire, sur ceux qui consomment plus que sur nous qui produisons.

Ce que nous demandons, c'est que ceux qui doivent nous remplacer aient l'instruction que nous regrettons, car elle seule elle établit une différence entre les hommes.

Ce que nous demandons, c'est que le gouvernement prenne des mesures pour nous délivrer de ce fantôme hideux qu'on appelle la misère, et qui sans cesse menace les travailleurs après une vie de labeurs et de privations. Qu'une somme minime soit versée par ceux qui nous emploient chaque jour, sans que pour cela il soit diminué sur nos salaires, et que cette somme serve à organiser, entre les mains du gouvernement, une caisse de retraite où la vieillesse et l'infirmité aient un égal droit ; que ceux qui meurent ou ceux que la fortune favorise laissent leurs droits à ceux qui sont moins heureux. Hommes de calcul et de cœur, c'est à vous de trouver le chiffre de cette minime obole que doivent verser pour nous ceux qui nous occupent, pour que nous n'ayons jamais à tendre la main à la pitié, et qu'une existence digne, sobre, mais assurée, console notre vieillesse ou notre impuissance au travail.

Nous comprenons, et nos frères le comprendront sans doute, que nous n'avons plus d'excuse en demandant aujourd'hui la menace à la bouche. Oui, nous comprenons, et tous nos frères le comprendront aussi, qu'en nous donnant à tous le droit de suffrage, nous n'avons plus de motifs à protester en refusant nos services à la société. Reprenons tous nos travaux, respectons les autorités d'un pays qui cherche des lois égales pour tous ; nommons de bons représentants qui fassent respecter nos droits, et inclinons-nous fièrement devant les suffrages de la majorité, même devant les erreurs qui tiennent à l'imperfection humaine.

Ceux qui ne comprendront pas ce langage seront indignes des droits qu'on leur rend : ceux-là seront des ennemis du nouvel ordre de choses, c'est-à-dire de la justice et de l'égalité. Frères, prenons-y garde, les millions de l'absolutisme nous menacent ; ils n'ont de force que par le désordre et l'anarchie ; ils prendront toutes les formes pour nous l'inspirer.

Prenez-y garde, frères, prenez-y garde, tous ceux qui vous prêchent le désordre sont leurs agents et les ennemis de la République, dont ils affaiblissent les couleurs, dont ils empruntent le nom.

Répétons tous, Français de cœur, soumission au vote de la majorité, et guerre à la force brutale de l'oppression. La Guillotière, chez la Mère, le 9 mars 1848.

Les Compagnons maréchaux de Lyon.

Gros, Lagrange, Gantier, Baston, Desplaces, Peltier, Fons, Lechêne, Gardui, Trochet, Arrault. Que vos noms soient à jamais honorés, hommes de bien ! Paris, le 26 mars 1848.

XII^e Arrondissement.

— La reconnaissance des officiers de la XII^e légion a eu lieu aujourd'hui. Malheureusement une pluie battante a tombé pendant tout le temps qu'a duré cette imposante cérémonie à laquelle présidait le citoyen A. Marrast, maire de Paris.

La garde nationale a vivement acclamé ses chefs, et elle s'est séparée vers cinq heures en chantant la *Marseillaise* et les *Girondins*.

XII^e LEGION. — Premier bataillon.

PREMIÈRE COMPAGNIE. — Capitaines. En premier, Léger (ainé) ; en second, Monteil.

Lieutenants. — Mirguet, Deglane, Bulla, Bienvenu.

Sous-lieutenants. — Briotet, Prière, Ledoux, Chénial, Di-delet.

Sergent-major, Pioger ; sergent-fourrier, Leroux.

TROISIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Gos-selin ; en second, Vincent.

Lieutenants. — Gavory, Ribière, Bocquet, Léon, Tellier, Mohain.

Sous-lieutenants. — Bisset, Maugeon, Gadon, Robert, Dalmont, Nouguier.

Troisième bataillon.

TROISIÈME COMPAGNIE. — Capitaines. — En premier, Roin-ville ; en second, Detalle.

Lieutenants. — Leroux, Mesnard, Bunoust, Lecroq, Boudin, Bourdon.

Sous-lieutenants. — Pluôt, Perdry, Launay, Machavoine, Galand, Brossard, Essertier.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Sur la proposition du directeur des Beaux-Arts, le ministre de l'intérieur arrête :

Il sera exécuté dans l'intérieur du Panthéon une suite de peintures murales, par le citoyen Paul Chenavard, et sous sa direction, conformément au projet et aux esquisses qui ont été mis sous les yeux du ministre.

Sur la demande du citoyen Chenavard, il lui est alloué pendant toute la durée des travaux, une somme de 4,000 fr. par an.

Le citoyen Chenavard est autorisé à s'adjoindre les artistes qu'il jugera convenable, pour la meilleure et la plus prompt exécution desdits travaux.

Le maximum de la rétribution des artistes employés à ces travaux sera de 10 fr. par jour, les frais matériels étant supportés par l'État.

Sur la demande du citoyen Chenavard, le ministre se réserve la faculté de suspendre le travail commencé, après examen fait par une commission que le ministre nommera.

LEDRU-ROLLIN.

Par arrêté du ministre des finances, le magasin de dépôts de la maison Bardenat, place de l'Isle, à Sedan, et ses annexes, pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Arrêté pour les examens d'admission à l'école d'administration près le collège de France.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes arrête :

Art. 1^{er}. Les candidats aux places d'élève du collège de France seront soumis à deux examens, l'un préparatoire, l'autre définitif.

Art. 2. L'examen préparatoire aura seulement pour objet les épreuves orales du programme fixé par l'arrêté du 10 avril 1848.

Art. 3. Les élèves qui auront répondu d'une manière satisfaisante à l'examen préparatoire seront admis à passer l'examen définitif.

Art. 4. Les candidats devront se faire inscrire à Paris, au ministère de l'instruction publique, et dans les départements, dans celles des villes ci-dessous désignées où il leur conviendra de passer leur examen.

Les candidats transmettront aux recteurs, par lettre affranchie, la demande d'inscription, avec l'indication de leurs noms, prénoms, domicile, date et lieu de naissance.

Art. 5. La liste d'inscription sera close, à Paris, le 1^{er} mai, et dans les départements le 5 mai.

Art. 6. Les examens préparatoires et les examens définitifs auront lieu dans les villes ci-après : Paris, Aix, Amiens, Angers, Bastia (pour les examens préparatoires seulement), Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Cahors, Clermont, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Limoges, Metz, Montpellier, Nancy, Pau, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

Art. 7. A Paris, les examens préparatoires commenceront le 6 mai, et les examens définitifs le 10 mai.

Pour les départements, les tournées des examinateurs commenceront également le 10 mai. La date des examens préparatoires et définitifs dans chacune des villes ci-dessus désignées sera notifiée aux candidats par un avis du recteur.

Art. 8. Les examens préparatoires seront faits publiquement à Paris par des examinateurs nommés par le ministre; dans les départements, par un professeur de l'ordre des lettres et un professeur de l'ordre des sciences, nommés par le recteur, sous la présidence du recteur, ou d'un inspecteur d'académie délégué par lui.

Art. 10. Les examens définitifs seront faits publiquement par des examinateurs de l'ordre des lettres et de l'ordre des sciences nommés par le ministre.

Art. 11. Les maires des villes dans lesquelles se feront les examens sont invités à mettre les salles nécessaires à la disposition des examinateurs.

Art. 12. Les épreuves écrites se feront sous la présidence d'un conseiller de préfecture ou d'un autre fonctionnaire délégué par le préfet.

Art. 13. Pour l'Algérie, la liste d'inscription demeure ouverte à Alger, au palais du gouvernement, jusqu'au 10 mai.

Deux commissions spéciales seront désignées par le gouverneur-général : l'une pour l'examen préparatoire, l'autre pour l'examen définitif. Les examens se feront de la même manière que dans les départements.

Art. 14. Les élèves admis recevront à domicile leur nomination d'élève du collège de France, avec l'indication de l'époque à laquelle ils devront être rendus à Paris.

Paris, le 12 avril 1848.

CARNOT.

Circulaire à MM. les recteurs des académies.

Monsieur le recteur,

Je vous adresse un arrêté que je viens de prendre touchant l'époque et la forme des examens d'admission à l'école d'administration instituée près le collège de France. Vous voudrez bien le faire afficher immédiatement, ainsi que la présente lettre, dans les communes principales des départements de votre ressort. Il importe à tous les jeunes gens que l'appel à ces examens peut intéresser d'être promptement avertis de ce qu'ils ont à faire.

Les examens auront lieu d'après un principe dont l'expérience a déjà consacré l'utilité, et dont le peu de difficulté des matières contenues dans les programmes d'admission a fait sentir d'une manière toute particulière la convenance. Un premier examen préparatoire divisera les candidats en admissibles et inadmissibles, et un second examen définitif classera les admissibles par ordre de mérite. Un jury central, nommé par moi, déterminera, sous mes yeux, d'après les procès-verbaux de ces derniers examens, les cent cinquante premiers candidats par ordre de mérite, et c'est à eux qu'appartiendront les places d'élèves du collège de France.

J'ai tenu à ne pas multiplier les difficultés de l'admission, afin que le plus grand nombre possible de candidats fût invité à s'offrir, et qu'il y eût ainsi les meilleures conditions pour un choix d'esprits d'élite. Les matières contenues dans le programme d'admission ne sont autres, en effet, que celles des classes de rhétorique et de philosophie des lycées. Vous avez même remarqué que j'ai voulu qu'elles y fussent exprimées dans les termes du programme adopté par l'Université pour le baccalauréat es-lettres.

Les examinateurs nommés par vous devront donc se pénétrer de l'idée que, si tout jeune homme possédant des connaissances équivalentes à l'enseignement des lycées peut se présenter devant eux, ils ne doivent pourtant comprendre parmi les admissibles que celui qui se distingue par les qualités de son intelligence. Ils auront à chercher comment l'on sait, bien plus encore que ce que l'on sait. Les instructions données à cet égard aux examinateurs définitifs sont formelles, et il serait fâcheux de maintenir sur les listes du second examen des candidats condamnés d'avance à échouer.

Les examinateurs chargés de l'examen préparatoire n'auront à faire aucun autre classement que de séparer les candidats en admissibles et inadmissibles. La liste des candidats admissibles, dressée par eux par ordre alphabétique, sans aucune désignation particulière, sera remise entre vos mains, et vous ferez immédiatement connaître aux candidats la décision prise à leur égard. Ceux qui auront réussi seront en outre prévenus par vous du jour où ils devront se présenter pour subir le second examen.

Il est impossible de fixer dès à présent le jour où les examinateurs définitifs arriveront dans chacune des villes désignées, attendu que ce jour dépend du nombre des candidats qui se présenteront à eux dans leur tournée. Mais vous recevrez avis par MM. les examinateurs eux-mêmes du jour de leur arrivée, et vous prendrez vos dispositions pour que l'examen préparatoire précède d'aussi près que possible l'examen définitif. De cette manière, les deux examens n'occasionneront pour les candidats qu'un seul déplacement.

Les épreuves écrites étant destinées à former un des éléments essentiels du classement, devront se faire avec la plus stricte loyauté. Tout candidat convaincu d'avoir fait usage soit de livres, soit de notes manuscrites, soit d'avoir communiqué avec un autre, sera sur-le-champ exclu. J'écris spécialement à ce sujet à MM. les préfets pour les engager à mettre tous les moyens de surveillance nécessaires aux ordres des fonctionnaires délégués par eux pour présider ces importants concours.

En quelque lieu que les candidats aient étudié, ils sont libres de se faire inscrire dans celle des villes désignées où il leur conviendra de subir leur épreuve. Vous voudrez bien leur accuser immédiatement réception de leur demande d'in-

scription, et postérieurement leur donner avis du jour où ils auront à se présenter aux examens. Ils n'auront d'autres pièces à produire, en se présentant à l'examen, que leur acte de naissance, constatant qu'ils avaient au moins dix-huit ans au 1^{er} janvier 1848, et qu'ils n'en avaient pas plus de vingt-deux.

La liste des cent cinquante candidats admis aux places d'élèves du collège de France sera dressée à Paris d'après les procès-verbaux des examinateurs définitifs. Les candidats recevront à domicile leur nomination et la désignation du jour où ils devront se présenter à l'école pour y commencer leurs exercices, afin d'utiliser la dernière partie de cette année. Je prends les mesures nécessaires pour que la réunion ait lieu dès le mois de juin.

L'instruction des élèves sera gratuite. Ils seront tenus de se rendre assidûment aux heures fixées dans les salles de l'école où ils travailleront dans l'intervalle des leçons du collège de France. Une discipline ferme secondera leurs efforts.

Les élèves auront provisoirement à pourvoir, comme ils l'entendront, à toutes les dépenses de leur entretien, car ils ne seront point en pension à l'école. Le ministre recommande donc avec la plus vive sollicitude aux familles toutes les précautions propres à assurer la surveillance de ceux des élèves qui n'ont point atteint l'âge de leur majorité, car la dissipation n'est pas seulement l'ennemie des bonnes études, mais des bonnes mœurs. Peut-être une méthode déjà employée pour un certain nombre d'élèves en droit et en médecine, consistant à les placer, à titre d'élèves en chambre, dans des pensionnats, paraîtra-t-elle à quelques familles une méthode recommandable, en attendant qu'il ait été statué d'une manière générale sur le logement des élèves.

Recevez, monsieur le recteur, l'assurance de ma considération distinguée,

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

CARNOT.

M. Drouyn de Lhuys est nommé membre de la haute commission des études scientifiques et littéraires, en remplacement de M. Edouard Laboulaye, démissionnaire.

Par arrêté du 8 avril, M. Savoie a été nommé chargé d'affaires de la République à Francfort.

Le ministre des affaires étrangères vient d'arrêter les nominations suivantes dans le personnel des consulats :

M. Favre (Déon), avocat, nommé consul général de la République à New-York;

M. Buquet, consul général à Amsterdam;

M. Castelnau, consul général à La Havane;

M. Patoni, avocat, chargé d'affaires et consul général à Guatemala (Amérique centrale);

M. Marescau, consul général et chargé d'affaires à Tunis;

M. Lamieusens, consul à Port-Louis.

— Ont été mis en disponibilité :

M. de la Forest, consul général à New-York;

M. Bucher-Martigny, consul général à Anvers;

M. Lagau, consul général à Tunis.

— Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

M. Decazes, consul général à Amsterdam;

M. Mollien, consul général à La Havane.

— Le conseil général de France à Bagdad est supprimé, et

M. de Lœve Weimars, titulaire de ce poste, est révoqué.

Le maire de Paris rappelle à tous les gardes nationaux qui ne sont pas armés que la distribution des armes se fait par le capitaine de chaque compagnie, assisté d'un conseil d'officiers ou de sous-officiers. Tout citoyen inscrit sur les contrôles de la garde nationale, et qui n'a pas déjà reçu un fusil, en recevra un de la main du capitaine de sa compagnie. Des mesures prises par le ministre de la guerre et par le maire de Paris assurent l'armement complet de tous les gardes nationaux pour la grande revue qui aura lieu le jeudi 20 avril.

Anjourd'hui a eu lieu, au Luxembourg, une manifestation du plus noble caractère : dans l'après-midi, la grande cour du palais étant, comme elle l'est chaque jour, remplie d'ouvriers, hommes et femmes, qui venaient apporter à la commission du gouvernement pour les travailleurs leurs vœux, leurs sympathies ardentes, et surtout ce grand encouragement, — le spectacle de la misère qu'il faut guérir, — trois ou quatre cents musiciens, rangés avec ordre, se sont présentés dans la cour et ont donné, au milieu des applaudissements de la foule, une aubade à la commission.

Un artiste a lu à MM. Louis Blanc et Albert une adresse chaleureuse, où, après s'être associés par le cœur aux travaux de la commission, les musiciens annonçaient que, formés en une famille de frères, ils allaient désormais s'associer, par leur art, d'une manière permanente, aux fêtes populaires et à la vie même du peuple.

« La société, a dit l'orateur des artistes, a pour objet de contribuer à l'éclat des fêtes de la République; d'assister à toutes les manifestations générales ou particulières des corporations d'ouvriers, des étudiants et des élèves de toutes les écoles, de contribuer à la pompe ainsi qu'à l'ordre de ces manifestations; d'assister aux fêtes des corporations et de donner des séances musicales dans les ateliers nationaux ou particuliers. »

Les artistes priaient MM. Louis Blanc et Albert de se faire, dans l'assemblée des délégués des travailleurs, les interprètes des intentions fraternelles de la société. A cette adresse, accueillie par de vives acclamations, M. Louis Blanc répondit que la République était, mieux que la monarchie, mieux que toutes les formes de gouvernement, la protectrice des arts, car elle était la mieux faite pour les inspirer par la grandeur de ses pompes, par le spectacle de vastes assemblées, par la vibration de la foule, toujours prête à livrer son imagination et son cœur, ces deux instruments sonores de tous les arts. M. Louis Blanc promit aux artistes d'annoncer aux travailleurs leurs frères les généreux

projets de l'association, l'assurant d'avance des succès mérités et du concours empressé de tous. Les artistes retirèrent au milieu des fanfares et des applaudissements.

Révolution Européenne

ITALIE. — LOMBARDIE. — La guerre de l'indépendance commencée par une victoire remportée le 8 par les piémontaises, qui ont passé le Mincio, chassant devant eux les Autrichiens, qui se sont repliés sur Mantoue. Cette victoire, arrivée le 9 à Milan, a été transmise par estafette au gouvernement sarde, qui l'a fait publier dans un supplément extraordinaire de la Gazette piémontaise :

« Quartier général du roi à Casale, le 8 avril 1848, à 8 heures du soir. »

« Depuis plusieurs jours les troupes autrichiennes raient devant l'armée sarde qui, précédée de son réputation de valeur et de discipline, passait, sans rencontrer aucun obstacle, les rives de l'Olivo et de la Chiese. De nemi avait abandonné les positions de Montechiaro, nato et de Castiglione qui lui étaient si avantageuses, tant retiré derrière la ligne du Mincio. se concentrant Peschiera et Mantoue; mais toujours poursuivi avec une digitale rapidité par les nôtres qui gagnaient les passes du Mincio. »

« Ce matin, le roi plaça hardiment son quartier-général à Castiglione, et à 9 heures, la brigade de la reine, le bataillon royal Navi et une partie du corps des tirailleurs se tenaient devant Goito pour l'attaquer. La guerre de l'indépendance italienne devait s'ouvrir par un fait d'armes signifiant nous pouvons appeler une victoire, et que nous appelons la victoire du pont de Goito. »

« Nos soldats, guidés par le général Bava, attaquent vigoureusement Goito, où l'ennemi s'était fortifié, après avoir coupé les chemins et occupé les maisons d'où il faisait feu des plus meurtriers; mais tout obstacle a cédé à l'impétuosité des tirailleurs et du bataillon royal Navi, en tête de la colonne, et soutenus par quelques pièces d'artillerie. L'ennemi a été forcé d'abandonner sa position passant de l'autre côté du fleuve. Il a fait sauter le pont qui avait été miné, et dont il n'est resté que le parapet sur lequel ont sauté les intrépides tirailleurs, parant de vive force de l'artillerie qui les foudroyait. Les instants après, sur les débris fumants du pont, le général Bava et l'ennemi, poursuivi sans relâche, fuyait vers Mantoue, laissant derrière un grand nombre de sonniers et de morts, et parmi ces derniers, quelques officiers. Le résultat de cette victoire a été de nous laisser maître du passage du Mincio, dont nous occupons la rive gauche. »

« De notre côté, nous avons à déplorer, entre autres, celles de deux officiers : les colonels La Marmora, des ours, et Macarani, du Royal-Navi, qui sont au nombre des blessés. »

D'après les nouvelles du 7, publiées par le Gouvernement provisoire de Milan, les renforts arrivaient de tous côtés. Charles-Albert, qui s'apprêtait à investir Vérone et à battre à Radetzki, dont l'armée, forte de près de 50,000 hommes, est concentrée entre l'Adige et le Mincio. Dans ce nombre, ne sont pas compris les soldats qui occupent les rives et quelques détachements de Croates et de Huns parcourent le pays, et dont il n'y a pas encore eu moyen de se débarrasser.

Les corps-francs occupent toute la ligne de Lonato, Senzano, Manara, avec sa légion de volontaires, est à la tête des bateaux à vapeur qui parcourent le lac de Garda.

Palmanova est au pouvoir des Italiens, elle est occupée par le général Zicchi, qui commande un corps de 1,500 hommes de troupes régulières et de nombreux volontaires qu'il occupe d'organiser.

Une autre colonne de volontaires opère autour de Mantoue sous les ordres du capitaine Griffini, dont l'infatigable activité tient perpétuellement en éveil la garnison autrichienne.

Le gouvernement provisoire de Milan a adressé à la nation germanique, une proclamation où il déclare que, de même que l'Allemagne, veut être indépendante qu'un peuple qui combat pour sa régénération a le droit de compter sur l'appui de tous les peuples qui reconnaissent les grands principes de liberté, d'humanité, de justice et de fraternité chrétienne. Voici les principaux passages de cette proclamation publiée dans un supplément de la Gazette de Milan du 7 avril :

« Nous vous envoyons le salut fraternel, ô braves, ô si généreux Allemands ! Ce salut d'un peuple qui a été après une lutte terrible, la conscience de soi-même et le droit de son droit est fait pour toucher vos cœurs magnanimes. »

« Nous aussi nous nous déclarons dignes de prêter une grande parole de fraternité qui brise toutes les vieilles traditions de discorde entre les peuples. Chacun d'eux en temps a son droit d'indépendance et de liberté. Vous n'avez tout l'indépendance et les intérêts de la grande Allemagne. Nous aussi nous mettons avant tout l'indépendance et les intérêts de la grande patrie italienne. »

« Nous nous sommes levés en armes contre le gouvernement, non contre le peuple autrichien, pour nous racheter de l'opprobre et des douleurs de trente-quatre années du despotisme le plus abject. Vous voyez tous nos frères de la Bavière se réunir sous la bannière arborée par Pie IX, inscrite l'indépendance italienne. »

« Nous vous honorons, nobles Allemands. Nous ne vous pas croire que des liens de race et de langage vous empêchent de reconnaître les titres sacrés du malheur et du droit. Ah ! répondez à notre appel, généreux Allemands ! cette main que nous vous offrons avec le sentiment d'amitié fraternelle. Hâtez-vous de désavouer toute apparence de complicité avec un gouvernement que les massacres de Galicie et de la Lombardie ont marqué d'une flétrissure sanglante. Accordez votre appui à un peuple qui se relève; soutenez-le dans sa carrière nouvelle, nous vous adjurons au nom des grands principes de la justice, de

des sin...
s. Les ar...
laudissen...
enn...
l'indépen...
8 par les...
ssant deva...
tone. Cel...
par esta...
s un sup...
roi à Cas...
heures d...
chiennes...
de son...
sans reu...
hicze. De...
techiaro...
tagieuses...
concentra...
ivi avec u...
t les pass...
artier-gé...
eine, le b...
leurs se...
re de l'in...
rmes sign...
nous appe...
va. attac...
tifié, apr...
où il fai...
e a cédé...
oyal Navi...
ues pièce...
sa posit...
fait sau...
esté qu'il...
raillieurs...
udroyait...
a pont, le...
che, fuy...
nombre...
quelques...
l'issier mail...
gauche...
re autres...
mora, des...
au nom...
Gouvern...
de tous...
éronie et...
de 30,00...
o. Dans ce...
pent les...
de Hula...
en mo...
e Lonato...
es, est à l...
urent le...
est occup...
1,500 ho...
ires qu'on...
ur de Ma...
nfatigable...
autrichie...
dressé le...
clare que...
dépendan...
on a le d...
connaiss...
ustice et...
es de cet...
zette de...
aves, ôsa...
le qui a...
même et...
s magnat...
proférer...
s vieilles...
d'eux en...
é. Vous...
la grande...
tout l'ind...
ne. Le gouv...
ous rache...
nées du...
es de la P...
Pie IX, ...
Nous ne...
gagage vou...
r et du...
mands !...
entiment...
oute appa...
massacres...
une flétri...
e qui se...
nous vo...
ustice, de

manité, de la civilisation et de la fraternité chrétienne.
Signé : Casati, président ; Borromeo, Durini, Litta, Strigelli, Giuliani, Berretta, Guerrieri, Crèpi, Porro, Turroni, Monori, Rezzonico, Anelli, Carbonera, Correnti, secrétaire général.

On écrit de Crémone, le 8 avril, à la Concordia de Turin :
« Hier, à trois heures de l'après-midi, les étudiants de Turin ont arrêté le fils du duc de Lucques, qui, déguisé en domestique, partait en voiture, après avoir passé la nuit chez un prêtre, qui a été également arrêté pour l'avoir reçu chez lui.

« Le prisonnier est retenu en otage à Crémone. »
REGGIO. — Par un décret du 31 mars, le gouvernement provisoire de Reggio a ordonné la démolition des murs de la citadelle ; un autre décret du même jour nomme commandant général de la place Anselmo Forghieri, et commandant provisoire de la garde civique le comte Giovanni Grillenzoni.

ALLEMAGNE. — Le 10 avril, un mouvement dont les causes ne sont pas très-clairement définies a éclaté à Cassel, dans la Hesse-Electorale.

Le 8, M. de Motz, ministre des finances, avait reçu un charivari, et une démonstration du même genre avait eu lieu devant la maison devant l'ex-ministre de la guerre. De graves désordres s'en étaient suivis, et des hommes de la garde civique, qui voulaient rétablir l'ordre, avaient été blessés. Le lendemain, un grand nombre de jeunes gens conçurent le projet de donner une sérénade aux nouveaux ministres.

Ils avaient commencé par le ministre Eberhard. Ils se rendaient chez M. de Raumbach, ministre de la justice, quand le cortège fut arrêté dans le voisinage de la caserne des gardes du corps. Un piquet chargea, fit feu, et plusieurs personnes furent blessées, et même il y eut un mort. Une exaspération difficile à décrire s'empara de tous les esprits par suite de cette odieuse provocation. On fit immédiatement des barricades dans toutes les rues. L'arsenal fut pris d'assaut et les armes enlevées.

Les gardes du corps prirent la fuite. On tira sur eux. On entra dans la caserne, où l'on ne trouva que des malades. Elle fut sur-le-champ démolie.

Le bourgmestre eut toutes les peines imaginables pour empêcher le peuple d'y mettre le feu.

Plus de 4,000 hommes sont sous les armes.

Trois heures. — Le départ des gardes du corps a calmé l'irritation des esprits, mais les barricades sont maintenues, et elles ne seront enlevées qu'après que les gardes du corps seront licenciés et leurs officiers mis en accusation. Ces derniers sont des dandies nobles qui avaient annoncé, il y a quelques jours, qu'à la première occasion ils feraient exécuter des charges contre les bourgeois.

La Gazette de Prusse du 12 avril publie un avis du procureur-général près la cour criminelle de Berlin relatif à la liberté de la presse, où il est dit :

« Invité par un grand nombre de lettres à intervenir légalement contre les empiétements de la presse, le procureur-général se voit forcé de répondre ce qui suit :

« Tant que la presse restera dans les limites des discussions générales, et qu'elle ne s'occupera que des théories sur la réforme de l'Etat, de la société, du commerce, quelque exagérées et quelque blessantes pour l'ordre existant qu'en soient les formules, le procureur-général n'est pas d'avis de faire intervenir le pouvoir judiciaire.

« Pour combattre les productions de l'esprit même les plus méchantes, il n'y a pas d'autres armes à employer que celles de l'esprit. Recourir contre elles à la prison ou à des amendes, ce serait un abus de pouvoir qui ne servirait qu'à prêter à ces vaines apparences de vérité, et à en élever les propagateurs au rang des martyrs du bien-être du peuple. Quiconque veut la liberté de la presse, doit savoir en supporter les abus. La nouveauté de la chose exagère, du reste, la grandeur du danger. Le bon sens du peuple saura résister même aux plus séduisantes de ces théories. »

On écrit de Francfort, le 10 avril :

« Le comité des Cinquante a tenu sa séance d'aujourd'hui dans l'église réformée, pour faire une réception solennelle aux députés autrichiens à l'assemblée préparatoire. Avant cette réception, M. le président Soiron a présenté une motion tendant à envoyer immédiatement à Cassel une commission composée de trois membres, dont l'un domicilié dans la Hesse-Electorale, pour puiser des renseignements sur ce qui s'est passé dans cette résidence, aider le gouvernement de ses conseils, le déclarer responsable du maintien de l'ordre et de la tranquillité et à autoriser en même temps le gouvernement à prendre ses résolutions, sans tenir compte de la volonté de l'électeur.

« Cette motion a été combattue par les deux commissaires hessois. M. Siernens a même soulevé la question de compétence de l'assemblée à ce sujet. Néanmoins, la motion a été adoptée à une grande majorité, avec un amendement proposé par M. le professeur Biedermann et tendant à prévenir la diète germanique de cette démarche.

« L'assemblée a élu membres de cette députation MM. Wippermann, Blachière et Heckscher. Après cette élection, M. le président a lu une communication de la diète, qui annonce que cette assemblée a demandé des renseignements au Gouvernement électoral. La députation a quitté immédiatement la séance et est partie à 6 heures du soir pour Cassel. »

Extrait du protocole de la 29^e séance de la diète germanique, tenue le 7 avril 1848.

La diète arrête :

1^o La publication des discussions de la diète aura lieu de nouveau comme elle se faisait avant l'année 1824.

2^o Le président de la diète est invité à prendre à ce sujet les dispositions nécessaires.

PAYS-BAS. — On lit dans le Journal de la Haye :

« La commission d'Etat, chargée de la révision de la loi fondamentale, vient de terminer la tâche qui lui avait été confiée. Son travail, accompagné d'un exposé de motifs, a été présenté au roi, hier jeudi 12 avril, à midi. La commission, nous assure-t-on, a supplié S. M. de faire donner sans retard à ces deux documents la plus grande publicité possible.

« On a l'espoir que le roi daignera faire droit à cette demande. Nous apprenons que pour l'examen de ces propositions on suivra la marche constitutionnelle, qu'en conséquence elles seront examinées dans le conseil d'Etat, pour être ensuite, suivant le mode prescrit par la loi fondamentale, discutées et menées à bonne fin par les Etats généraux.

« On conçoit que la loi fondamentale modifiée contiendra d'importants changements. Bien qu'on ne sache rien de certain à cet égard, on peut positivement assurer que tout ce qui avait été dit jusqu'à présent au sujet du travail de la commission était dénué de fondement, et qu'il n'a jamais été question de faire suivre à l'examen de cette importante question une autre marche que celle arrêtée par la loi fondamentale. »

DANEMARK. — Un engagement meurtrier a eu lieu entre les Danois et les Schleswikois, sous les murs de la forteresse de Flensbourg.

Le détachement schleswikois, qui défendait les abords de la forteresse, a été tué en pièces. Le commandant, comte de Baudissin, a été tué.

Les Schleswikois se sont repliés jusqu'à l'istad.

Cet engagement n'est que le prélude d'événements plus graves. La Prusse est engagée contre le Danemark.

L'envoyé allemand chargé d'offrir la médiation de la confédération germanique a échoué dans sa mission.

8,000 Prussiens sont entrés à Altona, se dirigeant sur Schleswig, avec six escadrons de cavalerie et 16 pièces de canon.

P. S. La Gazette de Cologne annonce que la ville de Schleswig elle-même est tombée au pouvoir des Danois.

Le roi de Danemark n'a pas même voulu recevoir l'envoyé prussien.

Faits Divers.

De grands préparatifs se font à l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile, et sur le terrain qui s'étend de là jusqu'à la barrière, pour une grande cérémonie relative à une distribution solennelle de drapeaux à la garde nationale de Paris et de la banlieue.

Cette cérémonie aura lieu jeudi prochain.

On dit que le Gouvernement provisoire s'occupe d'organiser des ateliers fraternels dans les 20 forts détachés qui environnent Paris. Dans chaque fort on pourrait, dit-on, loger environ 2,000 ouvriers.

Le préfet de police a reçu hier des détachements de la garde républicaine qui doit faire le service de la garde municipale ; il leur a fait une courte allocution, et après une distribution de sabres, il les a congédiés, en leur disant qu'ils seraient tous habillés et équipés pour la grande revue qui doit avoir lieu au Champ-de-Mars, le 23 du courant.

Par ordonnance du préfet de police, la foire aux jambons aura lieu, suivant l'usage, pendant trois jours consécutifs, les mardi, mercredi et jeudi de la semaine sainte, 18, 19 et 20 courant, depuis dix heures du matin jusqu'à sept heures du soir. La foire se tiendra sur le boulevard Bourbon, à partir de l'extrémité nord du Grenier d'abondance. Les marchandises seront reçues à la foire, le lundi 17 avril, toute la journée, et les jours de la foire, jusqu'à midi seulement.

Une grande revue aura lieu à Paris, le 20 avril courant ; 200,000 citoyens, composant les gardes nationales, tant mobiles que sédentaires, et les détachements tirés des corps de toutes armes des garnisons les plus rapprochées de Paris, seront appelés à prendre part à cette imposante cérémonie, dont le double but est la distribution des drapeaux de la République et la fraternisation de l'armée avec tous les autres citoyens français.

Nos braves soldats ne peuvent rester plus longtemps séparés de leurs frères de Paris ; tous les vrais amis de la République, tous les bons citoyens attendent avec impatience cette fête patriotique, où nous jouirons du plus magnifique spectacle, celui d'un grand peuple confondu dans un même amour inspiré par ces trois mots sublimes : Liberté, Egalité, Fraternité.

Nous lisons dans la Commune de Paris :

« Le Gouvernement provisoire va, dit-on, s'établir au palais des Tuileries. Les invalides civils seront installés au château de Meudon. »

On dit qu'il est question de mettre quatre batteries sur le pied de guerre dans chaque régiment d'artillerie. Cette mesure donnerait, en cas de guerre, 336 pièces attelées et prêtes à entrer en ligne.

Quatre cent cinquante artistes peintres ont concouru, sur l'invitation du Gouvernement provisoire, pour créer une figure symbolique de la République française.

De leur côté, les sculpteurs concourent en ce moment pour la même figure modelée.

Et les graveurs pour le médaillon emblématique de 60 millimètres de diamètre qui figurera en tête des actes de l'autorité.

L'exposition publique de ces ouvrages devait avoir lieu du 25 au 30 de ce mois au palais national des Beaux-Arts ; mais toutes les salles devant être occupées par les sections des élections générales, un ajournement paraît devoir être imminent.

Les relevés officiels des exportations de lingots du port de Londres pendant la dernière semaine peuvent se résumer ainsi : argent en barre pour Hambourg, 8,400 onces ; espèces d'argent pour Rotterdam, 120,000 onces ; espèces d'argent

pour le Havre, 2,000 livres sterling ; espèces d'argent pour Hambourg, 4,000 onces ; espèces d'or pour Rotterdam, 73 onces ; espèces d'or pour l'île Maurice, 500 onces ; et 10,000 ster. espèces d'or pour la Belgique ; 2,000 liv. ster. et 1,359 onces espèces d'or pour Calais ; 307 onces lingots au Havre, 422 liv. ster. et 225 onces ; lingots pour la Belgique, 514 onces.

L'arrestation opérée hier matin d'un personnage dont le nom avait depuis quelque temps, dans plusieurs clubs, un certain retentissement, a produit dans le quartier des Écoles, où il demeurait, une vive sensation. Voici les renseignements que nous avons pu recueillir.

Peu de jours après la révolution de Février, arriva à Paris, venant d'Angleterre, un sieur Michelot, qui, après être descendu d'abord chez un ami, rue Hauteville, ne tarda pas à aller s'installer rue Serpente. De ce moment, Michelot, qui avait ramené d'Angleterre sa femme et deux jeunes enfants, s'occupa activement d'organiser un club, annonçant qu'avant été lui-même, pendant plusieurs années président du Club démocratique français à Londres, il avait une grande habitude du mécanisme et de la direction des assemblées populaires. Or, comme le sieur Michelot, outre l'avantage d'une éducation distinguée, possède en effet celui d'une rare facilité d'élocution, il ne tarda pas à porter la conviction dans quelques esprits, et, en s'agréant à des jeunes gens qui, de leur côté, étaient disposés à fonder un club, il fut porté à la présidence du Club de la Jeune-Montagne, désigné également sous le titre de Club de la Sorbonne, du nom de l'édifice où se tiennent ses séances.

En même temps que Michelot, qui se présentait comme candidat aux élections de l'Assemblée nationale, se consacrait à l'organisation du club dont il est président, et dont un des premiers actes fut, sur sa motion de décider qu'une manifestation serait faite près du Gouvernement provisoire, pour exprimer la résolution de la population parisienne de ne pas recevoir de garnison armée dans son sein, il adressait à l'autorité une demande tendante à obtenir de sa bienveillance un emploi administratif.

Ce fut cette démarche qui le perdit : avant de prendre une décision, qui sans doute eût dû être favorable si l'on n'eût eu à apprécier que la capacité du candidat, on se trouva naturellement amené à prendre des informations sur sa moralité, sur ses antécédents ; et ce fut alors qu'avec une extrême surprise on reconnut qu'il paraissait y avoir identité entre le postulant, qui prenait le nom de Juin-Michelot, et un sieur Juin-d'Allas, natif de Champagne-d'Allas (Charente-Inférieure), contre lequel la police avait exercé, mais en vain, d'actives recherches en 1836, 1837 et 1838. Ce Juin-d'Allas, auquel les plaintes portées contre lui et les mandats de la justice décernés sous prévention d'escroqueries et de banque-oute frauduleuse, donnaient la qualité de prêtre et d'homme de lettres, n'avait échappé que par une rare habileté aux agents qui s'étaient présentés une première fois chez lui en 1836, et avaient arrêté à cette époque dans son domicile une jeune fille ne quinze à seize ans, qui déclara être sa fille, et qui fut écrouée à Saint-Lazare, sans qu'il cherchât à intervenir en sa faveur, pressé qu'il avait été de quitter la France et le continent pour se soustraire aux poursuites.

Jun-Michelot était-il le même que le prévenu Juin-d'Allas ? Il était sans doute difficile de s'en assurer. Aussi le préfet de police, M. Caussidière, en chargeant le chef du service, de sûreté de se livrer aux investigations de nature à faire cesser toute incertitude à cet égard, dut-il lui recommander de ne procéder qu'avec la plus extrême circonspection. Mais les preuves ne tardèrent pas à abonder ; bientôt il ne resta plus aucun doute sur l'identité de Michelot, et alors seulement le préfet ordonna son arrestation, à laquelle procéda un commissaire de police assisté d'agents.

Le sieur Michelot, dont le nom réel est Augustin Juin, natif de Champagne-d'Allas, se trouvait placé, non-seulement sous la mesure de poursuites et de mandats à l'exécution desquels il s'était soustrait en fuyant en Angleterre, mais encore sous le coup d'un arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine en date du 20 juin 1840, qui le condamne en dix années de travaux forcés pour banqueroute.

Au moment où le magistrat s'est présenté pour procéder à son arrestation, Juin d'Allas (Michelot) était retenu au lit par une indisposition légère : il n'a fait nulle difficulté d'avouer son identité, et de reconnaître que c'était bien réellement à lui que s'appliquait l'arrêt de la Cour d'assises du 20 juin 1840 ; seulement il a fait observer que cette condamnation n'avait été prononcée que par contumace, et il a déclaré que son intention bien formelle en revenant en France était de se présenter devant le jury pour y faire reconnaître son innocence.

Amené au dépôt de la Préfecture avec tous les ménagements que nécessitait sa position de santé, il a été, par les ordres du préfet de police, conduit à l'infirmerie de la Conciergerie.

(Gazette des Tribunaux.)

BREST, 12 avril. — Dimanche dernier a eu lieu la plantation officielle des arbres de la liberté ici et à Recouvrance.

Cette fête civique, qui aurait eu un immense éclat si le temps avait été beau, n'en a pas moins eu lieu, malgré une pluie battante qui tombait depuis le matin, et par un fort vent glacial. Comme l'annonçait le programme, les autorités civiles, maritimes et militaires y assistaient, ainsi que la garde nationale, les troupes de la garnison et une affluence considérable de citoyens.

Après la bénédiction de l'arbre par M. le curé de Brest, assisté de tout son clergé, M. le maire a prononcé un discours approprié à la circonstance, puis la garde nationale et les troupes ont défilé devant l'arbre en le saluant du cri de vive la République !

Le cortège s'est ensuite transporté à Recouvrance, où un arbre a également été planté avec la même solennité, et où M. le curé de Saint-Sauveur a prononcé, après la bénédiction, un discours empreint d'un chaleureux patriotisme.

Cette double cérémonie s'est accomplie au milieu du calme le plus complet et le plus digne, auquel M. le maire de Brest a rendu hommage par une proclamation aux habitants.

TOULOUSE, 11 avril. — La cour d'appel, chambre d'accusation et chambre des appels de police correctionnelle, réunies, ont rendu un arrêt qui évoque la connaissance des troubles et désordres qui ont eu lieu dans l'après-midi de dimanche ainsi que les tentatives heureusement avortées de la matinée de ce jour, et tous autres faits qui peuvent s'y rattacher.

La cour a désigné pour instruire cette affaire, M. le président Pion, et MM. les conseillers Azais et Tarroux. Les fonctions du ministère public seront remplies par M. le procureur général d'Oms, qui, au besoin, désignera tel officier du parquet qu'il jugera convenable de s'adjoindre.

— En rendant compte de la condamnation du frère Léotade aux travaux forcés à perpétuité, nous annonçâmes que les plaidoiries relatives aux dommages intérêts réclamés par la partie civile étaient renvoyées à lundi. Elles devaient avoir lieu à midi; mais les occupations de la cour d'appel les ont fait renvoyer à aujourd'hui à midi. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

LYON, 12 avril. — Hier, dans la soirée, un rassemblement armé s'est présenté chez le général Bourjolly et auprès du citoyen Arago, dans le but d'obtenir de l'autorité la cession du fort Lamotte, qui se trouvait, dit-on, sans garnison par suite du départ des troupes qui l'occupaient. Cette demande a été refusée, et de forts piquets de la garde nationale étaient, vers les six heures, sur leurs places d'armes respectives, dans la prévision de désordres qui, heureusement, n'ont pas eu lieu.

Voici la proclamation adressée au public de Lyon par M. Emmanuel Arago :

« Citoyens, des manifestations fâcheuses viennent de se produire à Lyon. Des citoyens réclament l'introduction du peuple dans les forts. Eh quoi! se défierait-on de l'armée, de notre grand et généreuse armée républicaine qui va marcher à la frontière, pour la défense et pour la gloire de la République? Voudrait-on, par hasard, que nos braves soldats, sur les champs de bataille, portassent avec eux cette pensée amère que leurs concitoyens n'ont pas en eux la confiance qu'ils méritent si bien? »

« Citoyens de Lyon, que tous ceux d'entre vous qui veulent la République solide et glorieuse, protestent avec énergie contre de tels idées et contre de tels actes. Croyez-en, citoyens, la foi républicaine d'un homme qui s'est consacré tout entier au service du peuple. »

« Et sachez bien, vous tous qui vous êtes dévoués à la République, qu'en nous affaiblissant par des divisions, nous comblons de joie nos ennemis, ceux qui voudraient faire croire à l'Europe que le gouvernement républicain est impossible en France. »

« Vive la République! »

MONTAUBAN, 10 avril. — Une lettre, extraite d'un journal étranger, dans laquelle le citoyen Sauriac, commissaire extraordinaire dans le département de Tarn-et-Garonne, était ouvertement accusé d'avoir professé les doctrines du communisme, dans une voiture publique, a excité hier dans la ville de Montauban une grande fermentation; des destitutions récentes, même de la veille, pour lesquelles l'opinion publique n'avait pas été consultée, ont mis le comble à l'exaspération. Vers six heures du soir, la foule s'est précipitée dans la cour et les appartements de la Préfecture, demandant à grand cris que le citoyen Sauriac l'abandonnât. Après de vains efforts pour être entendu, le citoyen Sauriac s'est, dit-on, retiré de la Préfecture vers neuf heures du soir.

Ce matin, à cinq heures, il est parti pour Toulouse.

MOULINS, 12 avril. — Le citoyen Trélat, commissaire-général du Gouvernement pour les départements du Puy-de-Dôme, de l'Allier, etc., est arrivé hier à Moulins. Dans la soirée, il s'est rendu au club où il a pris la parole; son éloquence ferme, persuasive et sage a été vivement applaudie par l'assemblée. Nous le savions déjà, et en l'entendant chacun était de cet avis. M. Trélat est homme à faire aimer la République, même à ses ennemis, si elle pouvait en avoir. Au sortir du club la foule a accompagné M. Trélat jusqu'à l'hôtel de la Préfecture. Là encore, cet honorable citoyen a pris la parole pour recommander l'union, la concorde, la fraternité, sans lesquelles il ne saurait y avoir de véritable liberté. La foule s'est ensuite éloignée aux cris de Vive la République! vive le citoyen Trélat!

ÉTAMPES. — On nous écrit d'Etampes :

« Une bande de garçons meuniers, partis des environs de Paris, après avoir parcouru l'arrondissement de Corbeil, visitant tous les moulins, forçant les ouvriers à les suivre, réduisant ainsi les usines au chômage, se dirigeait sur Etampes. »

« Prévenu dans la nuit du dimanche 9 avril, M. Paulin Laurens, sous-commissaire du Gouvernement de l'arrondissement d'Etampes, s'est empressé de se porter au-devant de cette colonne dont la présence et les prétentions auraient été désastreuses dans une vallée qui fournit plus du tiers de l'approvisionnement de Paris. Il l'a rencontrée à quinze kilomètres d'Etampes, en avant du village d'Auvers. »

« Par son attitude ferme et résolue, par son langage énergique, le sous-commissaire a arrêté la marche de cette co-

lonne, composée de plus de deux cents hommes. Ne pouvant cependant déterminer ces ouvriers à rétrograder et à se disperser, M. Laurens est parvenu, par des ordres bien exécutés, à les envelopper dans les rangs de la garde nationale. Ainsi prisonniers, ils ont été amenés, au milieu de la population rassurée, à la situation d'Etretchy, où un triage a été fait. Tous ceux qui avaient été forcés de suivre l'attroupement se sont retirés pour aller reprendre leurs travaux; les autres, au nombre de cent trois, ayant manifesté l'intention d'aller exposer leurs griefs à la commission des travailleurs, M. Laurens les a fait diriger sur Paris, où le lendemain il a présenté lui-même à M. Louis Blanc les deux délégués de ces ouvriers. »

« Dans cette circonstance, M. Laurens a bien compris et a su énergiquement défendre, non-seulement les intérêts de notre arrondissement, mais ceux bien plus chers de la République. Quels malheurs n'aurait-il pas en effet pu résulter du chômage des moulins qui approvisionnent Paris. »

MARSEILLE. — On lit dans le *Courrier de la M.-elle* du 11. « Depuis les derniers jours de la semaine passée, l'esprit d'insubordination s'est introduit parmi les travailleurs de nos ateliers communaux : les piqueurs, l'ingénieur en chef lui-même, ont été insultés. »

« Hier matin, un certain nombre de ces ouvriers se sont portés vers la préfecture, demandant une augmentation de salaire et adressant au commissaire de notre gouvernement les demandes les plus exagérées. Ils ont insulté le poste de la garde nationale et lancé de la boue au factionnaire. »

« Au premier signe de cette agression, par un mouvement spontané, de nombreuses compagnies de la garde nationale se sont rassemblées et sont accourues sur les points qui leur étaient indiqués. »

« Tout est de suite rentré dans l'ordre. »

BESANCON. — Le citoyen James Damony, commissaire général du Gouvernement, a, dès son arrivée à Besançon, pris des mesures énergiques.

Par un premier arrêté, il révoque le citoyen Convers de ses fonctions de maire de la ville de Besançon, et nomme, pour le remplacer, le citoyen Favre, et déclare en outre qu'il sera prochainement pourvu à la réélection du conseil municipal.

Un second arrêté révoque aussi le colonel de la garde nationale, qui avait donné l'ordre de marcher sur la préfecture dans les troubles qui ont eu lieu ces derniers jours à Besançon.

BEAUVAIS. — Notre ville vient d'être le théâtre de scènes fâcheuses occasionnées par un malentendu, et dont certains journaux exagèrent, selon nous, la gravité. Nous disons qu'on en exagère la gravité parce que nous n'y voyons qu'une lutte d'hommes et non de principes. Toute fois elles ont eu un résultat fâcheux : c'est d'obliger les deux sous-commissaires du gouvernement à quitter immédiatement la ville. Quant à l'autorité du commissaire, on n'a pas songé à la violer ou à la mettre en question. L'ordre règne aujourd'hui à Beauvais, dont la population est animée d'un bon esprit et est sincèrement dévouée aux institutions conquises en février.

— Par décision du ministre de la marine et des colonies, en date du 12 avril 1848, les quatre sous-officiers du régiment d'artillerie de marine qui ont été les instigateurs du désordre du 27 mars, à Lorient, ont été cassés de leur grade et replacés dans les rangs des simples canonniers.

— On s'occupe avec beaucoup d'activité en ce moment, au ministère de la guerre, de l'organisation d'une armée du Nord-Est, dont le quartier général sera Metz.

A Melun, le jeune citoyen Emile Trélat a été présenté comme candidat à l'Assemblée nationale, et cette candidature paraît devoir réunir une imposante majorité. Ce nom offre en effet une grande garantie aux électeurs de Seine et Marne.

Demain lundi paraît à la librairie de M^{me} V^e Louis Janet, rue Saint-Jacques, 59, la première livraison de la publication LES MURS DE PARIS, journal de la rue que nous avons annoncé dans le premier numéro du *Banquet social*. Rien ne sera plus curieux que de retrouver réunie en corps d'ouvrage la collection de tous les placards politiques que les citoyens ont fait apposer sur les murs de Paris depuis la Révolution de 1848. Cette publication continuera à enregistrer toutes les affiches nouvelles qui se produisent chaque jour.

— Hier samedi a eu lieu au Luxembourg, dans la grande avenue de l'Observatoire, la reconnaissance des officiers et sous-officiers de la XI^e légion. Les citoyens A. Marrast et David (d'Angers), assistaient à cette imposante cérémonie. Les gardes nationaux ont seulement regretté de ne pas voir à leur tête leur nouveau colonel, le citoyen E. Quinet. Le général Courtais a embrassé avec effusion le lieutenant-colonel Pascal, typographe, rédacteur du journal *l'Atelier*.

— Le club des ateliers réunis, dont Louis Blanc est président, tiendra aujourd'hui, à l'Hippodrome, à une heure de l'après-midi, sa troisième grande séance.

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE.

Au 13 avril 1848, au soir.

ACTIF.	
Argent monnayé et lingots	53,283,396 67
Numéraire dans les comptoirs	39,060,880 »
Effets échus à recouvrer	17,636,547 17
Portefeuille de Paris, dont 33,852,825 fr.	
99 c. provenant des comptoirs	211,447,529 46
Portefeuille des comptoirs, effets sur place	67,560,374 33
Avances sur monnaies et lingots	2,684,900 »
Avances sur effets publics français	11,632,182 90
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation	15,741,000 »
Rentes de la réserve	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles	11,660,197 89
Hôtel et mobilier de la Banque	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte	200,000 »
Effets en souffrance ou à rembourser	9,410,749 50
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie	703,479 06
Dépenses d'administration	419,502 30
Divers	26,085 08
Avance à l'Etat sur bons du trésor de la République	50,000,000 »
	506,456,745 34

PASSIF.	
Capital	67,900,000 »
Réserve	10,000,000 »
Réserve immobilière	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation	293,795,700 »
Id. id. des comptoirs	15,741,000 »
Id. à ordre	1,783,100 »
Compte courant du trésor, créancier	43,977,940 81
Comptes courants divers	61,747,940 82
Récépissés payables à vue	1,097,000 »
Récomptes du dernier semestre	728,692 37
Dividendes à payer	261,991 25
Escomptes intérêts divers et dépenses pré-comptées	3,107,066 11
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor	1,086,223 69
Traites des comptoirs à payer	1,038,702 03
Divers	200,899 27
	506,466,445 34

Certifié : Le gouverneur de la Banque de France, D'ARGOUT.

MAIRIE DE PARIS.

La ville de Paris s'étant engagée à équiper les officiers de la garde nationale, tous les fabricants et commerçants qui voudront concourir à la fourniture des effets d'équipement désignés ci-dessous et aux prix fixés sont invités à présenter, demain 15, à l'Hôtel-de-Ville, au secrétariat général, les échantillons des effets d'équipement qu'ils ont à fournir. Les échantillons devront être conformes aux indications du dernier arrêté sur l'uniforme.

Effets à fournir.

Shako en soie peluche, galon d'argent, avec pompon, pour capitaine	6 75
Shako en soie peluche, galon d'argent, avec pompon, pour lieutenant et sous-lieutenant	6 25
Epaulettes en argent demi-fin pour capitaine	16 »
Epaulettes en argent demi-fin pour lieutenant et sous-lieutenant	10 »
Hausse-col doré conforme à l'ordonnance, avec les boutons	2 25
Ceinturon cuir verni, avec plaque	3 »
Epaulettes de capitaine d'état-major, argent demi-fin mat	20 fr.

Chaque fabricant devra indiquer la quantité de chacun de ces objets qu'il pourra fournir avant le 20 de ce mois.

Les échantillons adoptés par la ville seront marqués à son estampille et resteront déposés chez le fabricant pour être comparés, au besoin, aux objets délivrés par lui aux officiers, en échange de bons signés du maire.

Ces bons seront ensuite produits par les fournisseurs à l'appui de leur mémoire, dont le montant sera payé par la caisse municipale.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessot, 55, quai des Augustins.

Changement de domicile.—Réduction de prix.

CRIN, LIMONADIER

Transfère son établissement du N. 18 de la PLACE MAUBERT, à côté, au N. 13 de la RUE GALANDE.

Le citoyen CRIN, comprenant que les prix de consommation des Cafés sont loin d'être à la portée des travailleurs, surtout dans un quartier peu riche, réduit les prix de son établissement.